



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

108-109 | 2007

Anthropologues à durée déterminée / Peurs collectives / Regards sur les banlieues en crises

Mémoires et patrimonialisation dans un territoire-frontière : la Transylvanie

Bianca Botea



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1192>

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 383-396

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Bianca Botea, « Mémoires et patrimonialisation dans un territoire-frontière : la Transylvanie », *Journal des anthropologues* [En ligne], 108-109 | 2007, mis en ligne le 20 février 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1192>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Journal des anthropologues

Mémoires et patrimonialisation dans un territoire-frontière : la Transylvanie

Bianca Botea

- 1 Cette réflexion est issue d'une recherche de terrain que j'ai menée à partir de 2001 en Roumanie, plus particulièrement en Transylvanie dans la ville de Cluj-Napoca. Cette recherche a porté sur la production socio-politique et symbolique de ce territoire. Mon enquête s'est appuyée sur différents terrains de recherche : des pratiques muséales et d'aménagement du centre-ville, des controverses autour du patrimoine, des usages de la langue dans les inscriptions publiques, des fêtes musicales ou des mobilisations de type associatif. Ces aspects représentent les différentes facettes du phénomène de négociation de la Transylvanie à l'échelle d'une ville, qui fait office dans mon analyse de métonymie de la région. Si mon étude porte essentiellement sur la ville de Cluj, la démarche de terrain m'a amenée à me déplacer dans d'autres régions de Transylvanie et à observer des réseaux d'actions importants dans les redéfinitions récentes de ce territoire, des réseaux qui se déploient à un niveau translocal, régional et transnational.
- 2 Je tenterai dans ce propos d'aborder la question du patrimoine et certaines de ses transformations actuelles dans des régions d'Europe centrale et orientale, à partir du cas de la Transylvanie. Il sera plus précisément question de se saisir de la spécificité de cet espace en tant que « territoire-frontière » - un territoire controversé, « située à la charnière d'ensembles ethniques ou idéologiques » (Kötek : 1996) - pour éclairer et comprendre certaines facettes du processus de patrimonialisation dans cette partie de l'Europe.

La Transylvanie : un territoire-frontière

- 3 Si la Transylvanie n'a presque jamais constitué un territoire administratif de la Roumanie, elle est en revanche une région historique fortement chargée symboliquement, une catégorie controversée de l'imaginaire local et national voire

transnational. Frontalière de nos jours avec l'État de Hongrie, la Transylvanie fut autrefois un territoire incorporé au Royaume hongrois ou à l'Empire austro-hongrois¹. Compte tenu de ce contexte historique, une importante population hongroise vit aujourd'hui en Roumanie, à savoir environ 1 430 000 personnes, dont 99% vivent en Transylvanie. Bien que région multiethnique et multiconfessionnelle à travers son histoire – des Roumains, des Roms, des Saxons, des juifs, des Ukrainiens orthodoxes, romano-catholiques, gréco-catholiques, unitariens, réformés, baptistes, etc., cohabitent dans cet espace – la Transylvanie est devenue l'objet de controverse notamment entre Roumains et Hongrois². L'histoire de la région et la question de l'antériorité sur ce territoire constituent le principal objet de dispute entre les élites roumaines et hongroises (de Roumanie et de Hongrie). Les deux populations roumaine et hongroise s'accusent mutuellement de falsifier l'histoire en ce qui concerne leur date d'arrivée sur le territoire et leur rôle dans l'histoire de la région. Ces controverses, faisant autrefois l'objet d'interprétations des scientifiques, ont été au fur et à mesure intégrées dans le discours public plus large. Aujourd'hui un « Roumain » soutiendra l'idée de la « continuité du peuple roumain sur son territoire », tandis qu'un « Hongrois » vivant en Roumanie rejettera vivement cette idée, même si aucun des deux n'aura les arguments pour soutenir cette thèse.

- 4 La question de l'autochtonie, au cœur des débats liés à ce territoire, interpelle en Transylvanie, et surtout à Cluj-Napoca, la question du patrimoine. Considérée comme la capitale historique de la région et comme la capitale culturelle des Hongrois de Roumanie, la ville de Cluj a porté à travers toute son histoire les traces de cette compétition entre les élites roumaines et hongroises, compétition exprimée notamment sous la forme des conflits autour du patrimoine et de l'occupation symbolique de l'espace du centre-ville.

D'une Transylvanie commune à des « patries nationales »

- 5 La conception que l'on a du patrimoine aujourd'hui, dans ces régions multiethniques d'Europe centrale et orientale, doit beaucoup à un héritage postimpérial, marquant le passage des empires multinationaux aux États-nations.
- 6 Durant la première moitié du XIX^e siècle, la Transylvanie apparaissait dans les projets de l'intelligentsia roumaine comme une « patrie commune » des populations vivant ici (Mitu, 2002). Même si rattachées plus ou moins à des communautés culturelles différentes, ces populations étaient perçues comme partageant un territoire politique commun (et encore non ethnicisé), sous le sceptre de la maison impériale austro-hongroise. L'émergence des nationalismes politiques surtout après la deuxième partie du XIX^e siècle a mis fin à cette Transylvanie multinationale, projet issu des idées de tolérance et de cosmopolitisme des Lumières, mais aussi des réalités multiethniques de l'Empire. Cette « patrie commune » à toutes les nations vivant ici, fut alors de plus en plus associée aux projets de « patries nationales », à des Transylvanies nationales. Le projet d'État-nation roumain et hongrois allait intégrer chacun de son côté la Transylvanie dans son projet national, un projet construit autour de l'équation : un territoire – une langue – un peuple.

- 7 L'idéologie nationaliste a profondément marqué jusqu'à présent l'histoire de cette région en ce qui concerne la question du territoire et aussi, nous allons le voir, du patrimoine. Aux politiques nationalistes hongroises de la deuxième partie du XIX^e siècle et du début du siècle, ont répliqué après 1918 (quand la Transylvanie est rattachée à la Roumanie) des politiques nationalistes roumaines aussi violentes que les précédentes. Les discours des historiens et les récits de vie évoquent une « roumanisation » du territoire et de son patrimoine menée durant l'entre-deux-guerres, de même qu'ils font référence à une « magyarisation » opérée par des politiques culturelles pour la période antérieure. L'enseignement en langue maternelle, le fonctionnement des associations et des institutions culturelles, la mise en valeur du patrimoine, l'usage de la langue dans l'espace public (dans les inscriptions publiques, l'interdiction des noms hongrois dans les publications, magyarisations des noms roumains...), sont des aspects qui ont retenu l'attention de ces politiques culturelles, aussi bien du côté roumain que hongrois. Ces politiques nationalistes ont été poursuivies par la suite par les régimes communistes, même si le nationalisme a pris des formes et des nuances très différentes d'une époque à une autre.
- 8 De nos jours, les expériences douloureuses de changement de frontières marquent encore profondément les mémoires tant du côté roumain que hongrois, même si la question de la révision des frontières et du retour au passé ne présentent plus aucun danger à l'heure actuelle. Malgré cela, le discours nationaliste reste encore très fort quant à la question de la Transylvanie et du patrimoine de cette région. Si le territoire n'est plus, en lui-même, objet de controverse, la question qui se pose toujours est celle de la gestion d'un vivre-ensemble dans cet espace multiethnique. Et dans la négociation de ce vivre-ensemble et de la place de chaque groupe dans l'histoire de la région, la logique nationaliste est un argument qui surgit plus tôt ou plus tard dans les discours.

Les usages conflictuels du patrimoine à Cluj-Napoca

- 9 C'est dans le contexte de ces changements successifs de frontières et des deux nationalismes concurrents que doivent être analysés les usages conflictuels du patrimoine à Cluj-Napoca. Ces derniers s'expriment sous la forme des compétitions autour des statues, des plaques commémoratives ou d'autres monuments, ou bien des tensions concernant l'usage de la langue (roumaine ou hongroise) dans l'espace public. L'histoire mouvementée de la Transylvanie et les changements de régime ont vu autant de déplacements, de destruction ou d'inauguration de monuments, de réaménagements des places publiques ou de renominations des rues. La compétition a suivi le principe du *the winner takes it all* (le gagnant emporte tout), dans ce sens où les régimes au pouvoir ont joué sur la mise en place de nouvelles géographies symboliques de la ville, par la destruction des anciennes. Des rues importantes du centre-ville de Cluj ont connu jusqu'à nos jours six ou sept appellations et de nombreuses statues ou plaques commémoratives ont occupé à tour de rôle tantôt les lieux les plus visibles de la ville, tantôt les réserves des musées. À titre d'exemple, le nom de la Place Avram Iancu, située au centre-ville de Cluj-Napoca, a évolué comme le montre le tableau (page 388).
- 10 Dans cette négociation des hiérarchies des groupes et de leur histoire, la culture matérielle a joué un rôle de preuve vivante et visible de la présence du groupe dans le temps sur le territoire et de son ancrage dans le sol. Statues, bâtiments, plaques commémoratives, objets de musée, et plus largement le territoire, furent investis d'une

fonction patrimoniale dans le sens où, dans cette compétition, ces objets patrimoniaux sont devenus

« quelque chose de sacré pour la communauté qui s'y reconnaît [...]. Le patrimoine a une fonction sociale intéressante : faire exister une entité collective, laquelle est toujours abstraite, en la rendant visible métaphoriquement par l'exposition publique de ces biens qu'elle aurait en commun » (Micoud, 1995).

Période	Nom de la Place	Explication de l'appellation
Jusqu'à la moitié du XIX ^e siècle	Place Trencen <i>Trencsin tér</i> (en hongrois)	Trencen était un département de Slovaquie, ancien territoire de la Hongrie d'avant 1918.
Entre la moitié du XIX ^e siècle et 1918.	Place <i>EMKEEMKE tér</i> et ensuite <i>Bocskai tér</i> (en hongrois)	La Place EMKE vient du nom de la Société de culture de Transylvanie, société qui a eu un rôle dominant dans la promotion des idées nationales hongroises après la deuxième partie du XIX ^e siècle. Bocskai est un des princes hongrois de la Transylvanie, au XVII ^e siècle.
L'entre-deux-guerres	La Place du Prince Cuza – <i>Piata Cuza Voda</i> (en roumain)	A.I. Cuza est le Prince du Royaume de la Roumanie (1859-1866).
1940-1944	La Place Hitler <i>Hitlertér</i> (en hongrois)	Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la Transylvanie du Nord fut de nouveau sous domination hongroise. Le nom de la place renvoie à une première alliance de guerre entre la Hongrie et l'Allemagne.
1946-1976	La Place Malinovski <i>Piata Malinovski</i> (en roumain)	Malinovski - général soviétique
1976-1992	La Place de la Victoire <i>Piata Victoriei</i> (en roumain)	
À partir de 1992	La Place Avram Iancu <i>Piata Avram Iancu</i> (en roumain)	Avram Iancu fut un combattant roumain transylvain luttant contre la domination impériale austro-hongroise, devenu un héros national roumain.

- 11 Si chaque groupe ou communauté construit son propre inventaire symbolique des objets qui le représentent, quand l'existence ou la reconnaissance de ce groupe sont menacées, ces objets acquièrent encore plus de valeur, ils jouent le rôle d'une « richesse inaliénable » (Weiner, 1988). Cette dernière comporte, selon Annette Weiner, la caractéristique de ne pas pouvoir être envisagée comme un objet d'échange et de partage avec les autres, car perdre ces objets est la preuve d'une mort symbolique du groupe. Le contexte de la Transylvanie, territoire frontalier qui a connu des fortes compétitions entre des groupes et des bouleversements successifs provoqués par les modifications de frontière, a été un terrain très fertile pour l'affirmation du nationalisme et pour la

construction de la Transylvanie comme une « richesse inaliénable », exclusivement roumaine ou hongroise. De la même manière, des objets patrimoniaux tels que les statues ou d'autres monuments de certaines villes transylvaines comme Cluj-Napoca, furent aussi le lieu des interprétations ethnicisées du patrimoine³.

- 12 Dans cette optique du nationalisme, le processus de patrimonialisation fut souvent en Transylvanie et dans d'autres régions d'Europe centrale et orientale un élément provoquant davantage de séparations et d'exclusions, que de liens entre les groupes. La conséquence fut une difficulté, voire parfois une impossibilité, surtout de la part des élites roumaines et hongroises, d'envisager ou de se reconnaître dans un patrimoine commun (*notre* patrimoine n'est pas aussi *leur* patrimoine). Cependant, ce phénomène connaît des exceptions et je signalerai ici l'exemple de la statue du roi Matei Corvin, située sur la place centrale de la ville de Cluj. Bien que des appropriations de cette personnalité historique existent du côté roumain et hongrois motivées par les origines du roi (né d'une mère hongroise et d'un père roumain), cette imposante statue apparaît comme un objet de patrimoine commun et non d'exclusion, aussi bien pour ceux qui s'identifient à Cluj comme Hongrois ou bien comme Roumains⁴. L'exception est notable, si nous tenons compte des tentatives successives d'ethnicisation de cette statue et de destruction de la place – haut-lieu de mémoire hongrois – par les actions de l'ancienne municipalité nationaliste roumaine (actions menées entre 1992 et 2004). Avec la destruction de cette place, le but n'était pas seulement de détruire un lieu de mémoire qui témoignait du passé hongrois de la ville, mais la destruction d'un espace civique de rencontres, de loisirs ou de manifestations politiques. Les fonctions de cette place allaient être transférées à un autre lieu, la Place Avram Iancu, saturée des symboles nationaux roumains (cathédrale orthodoxe, statue d'un héros national roumain combattant contre les Hongrois, bancs publics peints dans les couleurs nationales roumaines, drapeaux)⁵.
- 13 Les actions menées par l'ancienne municipalité nous montrent certaines utilisations violentes du patrimoine dans ces espaces multiethniques, à savoir la manière de le considérer comme une cible militaire pour la destruction de l'ennemi historique.
- 14 Si les actions autour du patrimoine ne prennent que rarement ces formes violentes, cependant les usages du patrimoine font souvent l'objet d'interprétations ethniques et d'actions qui fonctionnent au sein des réseaux parallèles, respectivement roumanophones et magyarophones. Dans les listes d'inventaire du patrimoine de la région réalisé par le Centre de valorisation du folklore et de la tradition populaire du département de Cluj, les références musicales rappelant les contributions des artistes ou des villages magyarophones manquaient lors de mon enquête. Le projet d'un écomusée réunissant plusieurs institutions de la ville propose la valorisation « d'un village typiquement roumain », comme le déclare un de ses promoteurs. Le Musée d'ethnographie de Transylvanie, situé à Cluj, abrite dans son parc en plein air presque exclusivement des habitations représentatives de l'architecture rurale roumaine et uniquement une maison provenant des villages hongrois. Cette situation est contraire à la réalité démographique de la Transylvanie, qui comprend par exemple deux départements où les Hongrois vivent en majorité compacte. En revanche, du côté hongrois, des musées locaux sont mis en place et fonctionnent avec des financements de la communauté hongroise ou des fonds de Hongrie. Ces musées présentent uniquement des collections attribuées à la « tradition hongroise » transylvaine. La présentation des interférences et des croisements culturels interethniques dans le domaine de la musique, de la broderie,

de la poterie ou autre, fait défaut dans les mises en scène des musées, ce qui laisse place à des interprétations en terme de « pureté » culturelle, roumaine ou hongroise.

- 15 Ces lectures patrimoniales véhiculées au sein des réseaux d'organismes culturels fonctionnant souvent en parallèle, lorsqu'elles ne prennent pas la forme du rejet ou de la destruction de l'autre, peuvent rester sous le signe de la tolérance. La langue (et notamment le monolinguisme) est un facteur essentiel dans l'explication de ce fonctionnement parallèle et elle a une place importante dans ces interprétations différentes données au patrimoine et dans le besoin pour chaque communauté linguistique d'affirmer une différence culturelle. Cependant si cette « tolérance sans interférence » – pour emprunter une idée de Robert Hayden (2002) – n'implique pas forcément une hostilité vis-à-vis de l'autre, se refusant à l'action commune, elle n'aboutit pas à une reconnaissance active de l'autre. En dehors de cet exercice du travail en commun et dans des situations de manipulation politique faisant recours à des discours xénophobes, des clivages ethniques s'instaurent, qui peuvent conduire à des situations violentes de repli sur soi et d'exclusion de l'autre.

Vers la négociation des patrimoines en commun ?

- 16 Dans ce contexte particulier que présente la ville de Cluj mais aussi d'autres régions transylvaines, nous pouvons nous interroger sur les lieux et les éléments autour desquels peuvent être envisagés des patrimoines en commun. Si ces derniers n'empêchaient pas les identifications linguistiques et plus largement culturelles, ces patrimoines permettraient en même temps d'approcher et de faire dialoguer des populations différentes. Trouver ces objets de patrimoine n'est pas une tâche facile dans de telles régions multiethniques où le héros d'une nation est souvent l'ennemi de l'autre et lorsque les pratiques de la langue et le monolinguisme produisent de l'exclusion.
- 17 Pour illustrer cette difficile négociation d'un patrimoine commun, je m'arrêterai à un seul exemple, à savoir aux actions autour du réaménagement de la Statue de la Liberté et de la construction du Parc de réconciliation à Arad (ville proche de la frontière avec la Hongrie).
- 18 La remise en place après 1989 de cette Statue de la Liberté, haut-lieu de mémoire hongroise⁶ a fait, pour presque une décennie, l'objet de controverses entre élites politiques roumaines et hongroises de Roumanie puis entre deux États, le gouvernement roumain rejetant ou tergiversant à son sujet. Les tensions ont été provoquées par des interprétations différentes données à un événement historique que la statue célèbre : la révolution de 1848. Du côté des Hongrois, il s'agit de célébrer des héros de la nation hongroise, alors que dans l'histoire officielle de la Roumanie ces « héros » apparaissent plutôt comme des ennemis des Roumains. Une solution de compromis fut trouvée afin de remettre en place cette statue : la création d'un Parc de réconciliation roumano-hongroise qui devait abriter en plus de l'ancienne statue un autre monument, un arc de triomphe de 13 mètres (exactement la hauteur de la statue « hongroise »), célébrant la version roumaine de la révolution de 1848. Une fresque représentant les moments de dialogue qui ont existé entre les révolutionnaires roumains et hongrois figurait également sur l'arc de triomphe, signe d'une collaboration entre les deux populations même durant un événement historique si controversé. Après des années de négociation, l'ancienne statue fut remise en place et l'ensemble monumental fut inauguré en août 2005. Je noterai aussi que le parc contient également un porte-drapeau avec les

drapeaux roumain, hongrois et celui de l'UE, arborés pour la première fois sur la place. De ce porte-drapeau jaillissent trois jets d'eau qui, symboliquement, se déversent dans le même bassin. À l'inauguration du monument, participa, en plus des personnalités culturelles et politiques roumaines et hongroises (de Roumanie et de Hongrie), l'adjoint du chef de la délégation de l'Union européenne en Roumanie. Il déclara publiquement : « Depuis 1989, la Roumanie a réussi à éviter un drame interethnique et c'est justement pour cela qu'elle est un exemple pour l'Europe ». Cet ensemble statuaire devient le symbole d'une réconciliation roumano-hongroise sous l'égide de l'Europe.

- 19 L'Europe apparaît donc comme un des moteurs qui permettent de penser et de construire des patrimoines en commun. L'exemple du groupe « Provincia » a montré l'émergence, justement sous l'influence du discours européen, des formes d'action communes roumano-hongroises censées mettre en avant de nouvelles formes de vivre-ensemble et pour penser en commun le patrimoine transylvain. Si les promoteurs de « Provincia » n'ont pas réussi et somme toute n'ont plus envisagé de faire disparaître les identifications ethniques et les expressions de type national au sein du groupe, l'Europe s'est montrée dans ce cas précis un contexte favorable qui a pu impulser une expérience de débat et d'espace public (dans le sens de Hannah Arendt) en Transylvanie.
- 20 Dans le contexte des préparatifs de la Roumanie pour l'entrée dans l'UE, des changements (parfois uniquement en surface) sont plus ou moins visibles à différentes échelles du pays. Dans des villes transylvaines, et même à Cluj où les clivages ethniques ont toujours été plus accentués, nous pouvons remarquer des phénomènes de restauration des bâtiments, de mise en valeur de différents lieux publics, d'embellissement des pourtours des statues, indépendamment de l'origine ethnique plus ou moins associée à ces monuments. Des pratiques visibles à une autre échelle s'inscrivent dans le même élan afin de changer ou de maquiller quelque peu l'image du pays. Traversant les villages transylvains, de nombreuses maisons paysannes – qui ne cachent pas par leur aspect les difficultés de vie de leurs habitants – changent de façade, même si seule la partie de la maison visible depuis la rue est repeinte.
- 21 Est-ce que ce contexte général de préparation et d'intégration à l'UE, associé à des nouveaux enjeux économiques et touristiques pour le pays et pour ses habitants, ne serait pas aussi un contexte qui pousse à penser et à se préoccuper de ce qu'en France on appelle les « petits patrimoines » et ces différentes formes de patrimoine local ? En Roumanie, et il est à vérifier dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, la forte tradition centraliste, le nationalisme et certaines conséquences du communisme dans le sens d'une inertie dans la participation des individus à la vie locale et citoyenne, sont responsables d'une manière de penser le patrimoine en l'associant au « grand » patrimoine et au patrimoine « national ». Même si certaines initiatives locales intéressantes de la part de la minorité hongroise (la création des maisons mémorielles de différents écrivains, de petits musées organisés dans des espaces qui mélangent le public et le privé, des visites du patrimoine de la ville organisées par des associations, etc.), s'apparentent à des formes de mise en valeur d'un « petit » patrimoine, elles relèvent encore une fois d'un patrimoine « national » (hongrois).
- 22 Dans cette situation et dans les conditions où l'État par ses institutions territoriales est souvent défaillant dans les entreprises de mise en valeur d'un patrimoine local et transethnique, le relais semble entre temps assuré par l'ouverture au tourisme et par des initiatives d'entrepreneurs privés ou de personnalités locales. Les exemples se multiplient : la restauration des cours intérieures des anciens bâtiments appartenant à

l'aristocratie hongroise dans le but de les consacrer à des terrasses-restaurants, la vente des objets de culte catholique mais aussi orthodoxe, devant l'église catholique⁸ construite dans une mine de sel reconnue pour ses qualités thérapeutiques (Praid) ou, dans un autre registre, les expositions temporaires dans le musée d'histoire de la ville de Cluj dont la thématique est censée attirer un public hongrois (y compris de Hongrie). Si les buts commerciaux et touristiques sont une raison première dans ces exemples, ces actions constituent autant de situations à travers lesquelles on peut faire l'exercice de penser un patrimoine en commun et d'agir ensemble.

BIBLIOGRAPHIE

- BOTEA B., (sous presse). « Les usages de l'autochtonie : la Transylvanie » in DE RAPPER G., SINTÈS P. (dir.), *Nommer et classer dans les Balkans*. Paris, Éditions de Boccard (collection de l'École française d'Athènes).
- CANDAU J., 2005. *Anthropologie de la mémoire*. Paris, Armand Colin.
- CERCLÉ D., 1998. « Sentiment de rupture et continuité dans le récit patrimonial » in LAPLANTINE F., LEVY J., MARTIN J.B., NOUSS A., *Récit et connaissance*. Lyon, Presses Universitaire de Lyon.
- CERCLÉ D. (dir.), 2003. *Patrimoine et dialogue entre les cultures*, t. 1. Rapport de recherche réalisé par EPACTE en partenariat avec le CREA (Université Lyon 2) et l'Université Babes-Bolyai de Cluj.
- HAYDEN R., 2002. « Antagonistic Tolerance. Competitive Sharing of Religious Sites in South Asia and the Balkans », *Current Anthropology*, vol. 43(2).
- KÖTEK J. (dir.), 1996. *L'Europe et ses villes-frontières*. Paris, Éditions Complexe.
- MEETHAN K., 2003. « Mobile Cultures, Hybridity, Tourism and Cultural Change », *Tourism and Cultural Change*, vol. 1(1).
- MICOUD A., 1995. « Le bien commun des patrimoines », *Patrimoine culturel, patrimoine naturel*. Paris, La Documentation française, École Nationale du Patrimoine.
- MITU S., 2002. « Formation de l'idée de patrie chez les Roumains de Transylvanie pendant la première moitié du XIX^e siècle », *Romanian Political Science Review*, vol. II(2). Paris, Editura Meridiane.
- POZSONY F., 2001. « Szaszok és magyarok a XVI. Szazad végi Kolozsvart » in *Kolozsvár 1000 éve*. Kolozsvár, EME, EMKE.
- TURDA M., 2001. « Transylvania Revisited : Public Discourse and Historical Representation in Contemporary Romania » in TRENCSENYI B., PETRESCU D., PETRESCU C., IORDACHI C., KANTOR Z. (coord.), *Nation-Building and Contested Identities. Romanian and Hungarian Case Studies*. Budapest, Regio Books ; Iasi, Editura Polirom.
- WEINER A., 1988. « La richesse inaliénable », *Revue du MAUSS*, 2 (quatrième semestre).

NOTES

1. Incorporée au Royaume hongrois, puis principauté indépendante (1541-1699), ensuite intégrée à l'empire des Habsbourg et austro-hongrois, la Transylvanie est rattachée à la Roumanie en 1918. Durant la Deuxième Guerre mondiale, la Hongrie récupère la partie du nord de la Transylvanie, laquelle revient à nouveau à la Roumanie après la guerre.
2. Néanmoins, loin d'être un espace controversé roumano-hongrois depuis des temps indéfinis, la Transylvanie se construit en tant qu'espace dual depuis l'exode massif des Saxons (populations germaniques). Le nom allemand de la région, *Siebenbürgen*, est dû à cette présence allemande autrefois majoritaire dans la ville.
3. J'insiste dans cet article notamment sur les tensions entre Roumains et Hongrois car ce sont ces populations qui se sont disputées le plus fortement et de manière constante ce territoire et son patrimoine. Cependant, il est important de souligner que de telles controverses ont aussi existé par exemple entre Saxons et Hongrois, bien avant l'émergence du nationalisme dans cette partie de l'Europe. Voir à ce propos F. Pozsony (2001).
4. Ce fait est montré entre autres par l'étude : « Identités urbaines et styles de vie à Cluj-Napoca » sous la dir. de M. Lazar (Cerclat, 2003).
5. Une présentation détaillée des actions menées sur ces deux places et une analyse plus globale de ce phénomène de compétition symbolique pour l'occupation de l'espace à Cluj se retrouve dans mon étude (Botea, sous presse).
6. Cette statue célébrant la révolution hongroise de 1848, fut démontée par le pouvoir roumain en 1925.
7. Ce groupe de réflexion créé en 2000 a réuni Roumains, Hongrois et Saxons originaires de Transylvanie (certains d'entre eux vivant également en Hongrie). Rassemblé autour d'une publication mensuelle bilingue, le groupe s'est proposé de créer les bases d'un dialogue entre les différentes populations de la région et d'offrir une nouvelle lecture de la Transylvanie centrée sur les interférences culturelles et sur les complémentarités des populations vivant ici.
8. Les Roumains de Transylvanie se déclarent habituellement orthodoxes (et gréco-catholiques), alors que les Hongrois se rattachent pour leur majorité aux cultes romano-catholique et protestant.

AUTEUR

BIANCA BOTEA

Université Lumière Lyon 2